

«Les Palestiniens ne se sentent pas vus comme des humains à part égale»

Pour certains Palestiniens, le Hamas vient de commettre un « acte de résistance » et non une attaque contre Israël. Comment comprendre une telle interprétation, qui fait fi du degré de violence inouï qui a été atteint ?

Stéphanie Latte Abdallah : Avant que toutes les exactions commises en Israël ne soient découvertes, les images montrant des soldats du Hamas sortir de la bande de Gaza par le poste-frontière d'Erez ont suscité comme un sentiment de victoire à Gaza. Ce passage étant impossible pour tous ceux qui veulent sortir de l'enclave, c'est comme si le Hamas avait brisé le siège. Mais cela ne signifie pas qu'une majorité de Palestiniens approuvent ces exactions d'une grande violence et qui sont des crimes de guerre, comme celles commises sur des enfants, des femmes ou des personnes âgées. Pour le comprendre, il faut retracer le contexte conduisant à ce type d'interprétation.

Jusqu'où faut-il remonter ?
S. L.A. : Depuis le début des années 2000, des gouvernements de plus en plus à droite se succèdent en Israël. Ils ne cherchent pas à régler le conflit, mais à le maintenir à une basse intensité, tout en favorisant la colonisation. Les agressions des colons sont quotidiennes, Gaza subit un siège depuis plus de vingt ans. En Cisjordanie, il n'y a quasiment plus de profondeur de paysage palestinien : partout, à l'horizon, vous voyez des colonies.

Enfin, l'Autorité palestinienne est complètement discréditée par les gouvernements israéliens successifs et n'obtient rien politiquement, bien qu'elle maintienne une coopération sécuritaire avec Israël. Aussi, sa politique d'appui sur le droit international ne porte pas ses fruits dans la mesure où la communauté internationale n'exerce pas de pression suffisante pour le faire appliquer alors qu'Israël ne le respecte à aucun niveau. De cette situation a émergé l'idée, côté palestinien, de porter la question sur le terrain du droit international ne sert à rien sans un rapport de forces. On assiste chez certains à un réarmement des esprits.

Est-ce le cas dans l'ensemble des territoires palestiniens ?

S. L.A. : Cette idée est particulièrement forte en Cisjordanie, où de petits groupes armés se sont formés ces dernières années

“



Stéphanie Latte Abdallah

Directrice de recherche au CNRS (CéSor-EHESS) (1)
(Photo : Laurence Fragnol)

Alors que le Hamas vient de perpétrer une attaque d'une violence inouïe contre Israël, la chercheuse explique comment l'absence de solution de droit international entraîne une forme de normalisation de la violence dans les mentalités des Palestiniens.



Un Palestinien manifeste, drapeau à la main, dans le village de Kalandia (Cisjordanie), en janvier 2023. Majdi Mohammed/AP

et où, depuis un an, environ 50 % de la population appuie l'idée d'une lutte armée. À Gaza, le soutien est moins massif car les habitants ont un grand nombre de reproches à faire au Hamas, et subissent des bombardements terribles qui font de nombreuses victimes civiles à la suite de ses opérations militaires.

Les Gazaouis subissent l'autoritarisme du Hamas, qui est très conservateur en matière de mœurs et a fait fermer de nombreux lieux de culture. Il y avait sept cinémas à Gaza, il n'y en a plus un seul ! Beaucoup de petits mouvements de contestation, comme le printemps palestinien, les mouvements Badna kahraba (« Nous voulons de l'électricité »), Badna nahish (« Nous voulons vivre ») ont vu le jour ces dernières années avant d'être durement réprimés.

Quels objectifs poursuit le Hamas avec ce choix de l'ultra-violence ?

S. L.A. : L'attaque du Hamas répond à une stratégie politique, avec des objectifs très clairs : empêcher les effractions des colons et extrémistes religieux juifs ainsi que leurs prières sur l'esplanade des mosquées, à Jérusalem, faire cesser la colonisation et le blocus de Gaza, empêcher la normalisation des relations entre Israël et l'Arabie saoudite. Aussi, avec ce nombre inédit d'enlèvements, il espère pouvoir recourir à des boucliers

humains afin d'éviter la destruction totale de Gaza et faire libérer par échange des prisonniers palestiniens. Ceux-ci sont incarcérés massivement et pas seulement pour leur participation à des actions armées.

«Il y a une normalisation de l'anormal de la violence et de l'incertitude. Chez certains, elle engendre une violence intérieure qui leur fait craindre de perdre leur humanité.»

Quels sont les effets psychiques du conflit dans la population palestinienne ?

S. L.A. : Les Palestiniens doivent composer avec une violence subie qui semble peu émouvoir le monde et leur fait penser qu'on ne les considère pas comme des humains à part égale. Chaque famille compte au moins un de ses membres qui a été tué ou se trouve en prison. Cela bouleverse le rapport à la normalité. Il y a une normalisa-

tion de l'anormal de la violence et de l'incertitude. Chez certains, elle engendre une violence intérieure qui leur fait craindre de perdre leur humanité.

Existe-t-il néanmoins d'autres formes de lutte, pacifiques ?

S. L.A. : Oui, c'est ce qu'on appelle la « résistance populaire ». En Cisjordanie, des marches se tiennent régulièrement autour de lieux que les colons veulent s'accaparer ou le long du mur de séparation. En 2018, il y eut aussi la Grande marche du retour, à Gaza, pendant laquelle des civils manifestant pacifiquement ont été tués par l'armée israélienne.

Il y a le mouvement de boycott (BDS) et aussi ce que l'on appelle « l'économie de la résistance », guidée par l'idée de produire davantage en Cisjordanie et à Gaza, en vue d'une autosuffisance qui serait le début d'une autonomie politique. On observe cela notamment en matière agricole, ce qui est aussi une manière de renforcer le lien à la terre quand la colonisation de peuplement à l'œuvre entend les déraciner, les colons israéliens se présentant comme les véritables locaux. Ces initiatives, qui ont une dimension politique forte, actent aussi l'impuissance à trouver une solution globale.

Recueilli par Marianne Meunier

(1) Auteure de Des morts en guerre. Rétention des corps et figures du martyr en Palestine (Karthala, 2022).